

La promesse des Territoires

Contribution pour un nouveau projet de société

Le 26 août 2021

Faire de la politique en partant des talents de chacun, de là où nous voulons vivre, des richesses de nos territoires, de notre géographie mais aussi de notre histoire ; c'est aujourd'hui l'aspiration d'un nombre croissant de Français dont les projets de vie s'expriment clairement. C'est un projet de société. C'est également la condition pour une relance durable de notre compétitivité. C'est le sens de la politique.

Jean-Christophe FROMANTIN, Président de Territoires en Mouvement, Maire de Neuilly-sur-Seine, Vice-président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, **Xavier BRETON**, Député de l'Ain, **Philippe VIGIER**, Député d'Eure-et-Loir, **Pascal COSTE**, Président du Conseil départemental de la Corrèze, **Gilles DUFEIGNEUX**, Vice-président du Conseil départemental du Morbihan, **Claire CHAGNAUD-FORAIN**, Conseillère départementale des Yvelines, Maire adjointe de Versailles, **Yves d'AMECOURT**, Porte-parole national Mouvement de la ruralité, **Jean-Hubert LELIEVRE**, Conseiller départemental de la Charente, **Éric BERDOATI**, Maire de Saint-Cloud, Vice-président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, **Quentin BRIERE**, Maire de Saint-Dizier, **Pascal TEBIBEL**, Vice-président Orléans-Métropole, Conseiller municipal délégué d'Orléans, **Augustin CHAZAL**, Conseiller municipal de Semblançais - dirigeant d'une Fédération professionnelle, **Damien JACQUEMONT**, Conseiller municipal d'Écully, **Oriana LABRUYERE**, Vice-Présidente de la Communauté de communes de Brie-Comte-Robert, **Stefan LUNTE**, Conseiller municipal de Moulins, **Christophe AULNETTE**, Vice-Président de TEM, Entrepreneur, **Jérôme DEDEYAN**, Président de société, chroniqueur média, **Arnaud TISSEAU**, Cadre dirigeant dans une grande entreprise, **Elena LEVACON**, Entrepreneur, **Rémi CHEYMOL**, Président de AFTEM, Conseiller municipal de Neuilly, **Philippe DARDIER**, Entrepreneur dans les technologies, Trésorier de TEM, **Ludivine ESPELLAC**, Consultante, Secrétaire général de TEM.

1 Les territoires au cœur d'une révolution copernicienne

Longtemps, l'homme a été attaché à un territoire par nécessité : la terre qu'il cultivait, l'usine dans laquelle il travaillait. Avec l'ère industrielle, est venu le triomphe des villes qui ont aspiré des générations entières de paysans et de ruraux. Depuis la fin du XXe siècle, en brisant les contraintes spatio-temporelles, la globalisation et la révolution numérique, ont accéléré ce mouvement de dévitalisation et généré une uniformisation.

Aujourd'hui, le monde vit à l'ère de la métropolisation. Le gigantisme gagne les villes sur tous les continents, appauvrissant toujours plus les territoires limitrophes en captant habitants et activités économiques. Depuis plusieurs années, nous constatons progressivement les limites de ce modèle qui répond de moins en moins aux aspirations de populations, en quête d'une « meilleure vie » que l'hyper-ville ne peut leur apporter. Un sentiment de perte de contrôle se diffuse largement, que ce soit au niveau des individus ou des institutions, contribuant à une crise de confiance, source de fragmentation de la société. La crise du Covid-19 en a été un révélateur autant qu'un accélérateur de ce mouvement.

« Un sentiment de perte de contrôle se diffuse largement, que ce soit au niveau des individus ou des institutions, contribuant à une crise de confiance, source de fragmentation de la société »

Une révolution copernicienne s'impose. Inverser cette trajectoire de la métropolisation et de l'appauvrissement des territoires est une affaire éminemment politique, qui touche la conception du monde, de la société. Ce nouveau paradigme impose de changer d'échelle et de se placer au niveau de l'homme, ce qui devrait être la mission du politique. Pour beaucoup de nos contemporains, la mondialisation est une abstraction, un concept dans lequel il est difficile de se situer en tant qu'être humain. Ce qui compte c'est là où l'on vit et là où l'on veut vivre.

Il faut donc penser le monde autrement, non pas en partant du global, mais du local, autrement dit du territoire et de ceux qui l'habitent. La concentration des pouvoirs et des richesses est un modèle qui s'use. Il est inefficace pour résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui à nos sociétés de plus en plus fracturées et en recherche de valeurs partagées. Un nouveau modèle émerge. Il implique une nouvelle géographie du développement et surtout de restaurer la politique dans ce qu'elle a de plus noble. **C'est précisément le projet de Territoires en Mouvement.**

« Il faut penser le monde autrement, non pas en partant du global, mais du local, autrement dit du territoire et de ceux qui l'habitent »



2 L'émergence de nouvelles valeurs

À la sidération du confinement, a succédé une phase d'introspection individuelle et collective, observée dans tous les pays occidentaux, touchés à des degrés divers mais jamais de façon aussi simultanée dans l'histoire récente.

Bien que nous ne mesurons pas les conséquences de cette situation inédite, des aspirations qui préexistaient explicitement ou implicitement s'affirment, et deviennent aujourd'hui capitales. Elles s'articulent autour de trois mots clés : Bien-être, Efficacité et Rayonnement

■ Bien-être :

les contraintes de mobilité ont accéléré les exigences sur notre lieu de vie et son environnement. Notre territoire cristallise désormais les attentes en termes de qualité de vie avec une priorité claire accordée à la qualité du logement, à l'espace, aux infrastructures, à l'accès à des activités culturelles, au respect de l'environnement et de la nature.

■ Efficacité :

le citoyen est moins à la recherche de programmes politiques ou d'idéologie que d'efficacité dans le fonctionnement de son écosystème, qu'il s'agisse de services publics, d'équipements, de mobilité et de simplification de la bureaucratie. C'est un élément clé de rétablissement de la confiance.

■ Rayonnement :

malgré les fractures qui se sont aggravées dans la société, la fierté d'appartenance ne demande qu'à être ranimée. Cela passera par un redressement économique, par une ambition patrimoniale, par une restauration de notre compétitivité et de nos avantages comparatifs notamment par les territoires et en choisissant les bonnes échelles de souveraineté en ce qui relève du territoire, de la France et de l'Europe.

« Des aspirations qui préexistaient explicitement ou implicitement s'affirment, et deviennent aujourd'hui capitales. Elles s'articulent autour de trois mots clés : Bien-être, Efficacité et Rayonnement »

Ces nouveaux déterminants portent en germe la confiance et la mobilisation auquel un « plan de relance » ne peut seul répondre. Nous appelons à ce que la campagne électorale pour la présidentielle de 2022 s'en inspire et suscite un débat à la hauteur des enjeux que les crises ont aggravés. Il appartiendra aux candidats de répondre à ces aspirations et aux enjeux par un projet de société fondé sur ces valeurs.



3 Engager une réconciliation nationale autour des territoires

Les fractures se sédimentent et s'accroissent. Elles sont géographiques, sociales, politiques ou économiques. Elles engendrent de multiples défiances dont les communautarismes, les corporatismes ou les égoïsmes sont les témoins. Elles s'amplifient dès lors qu'un sentiment d'injustice est ressenti. Or, aucune société ne prospère sur le terreau fragile d'un déclin et d'une érosion de la démocratie. Les qualificatifs « lassitude », « morosité » et « méfiance » définissent actuellement l'état d'esprit de la majorité des Français (*Source : Baromètre Cevipof-Sciences Po, mai 2021*). La société est non seulement fragmentée, mais elle souffre également d'un déficit d'ambition. L'ambition d'un projet de société qui réconcilie une nation et suscite l'optimisme. C'est à cette aune qu'un avenir se construit. C'est la raison d'être de la politique.

« Aucune société ne prospère sur le terreau fragile d'un déclin et d'une érosion de la démocratie (...). Un projet de société suppose que les aspirations individuelles et l'avenir du pays fassent corps »

Un projet de société suppose que les aspirations individuelles et l'avenir du pays fassent corps. Que les énergies individuelles et les dynamiques collectives combinées déclenchent un nouvel élan de progrès et de prospérité. Que les projets de chacun participent à la prospérité de tous et que le développement du pays rejaillisse sur le bien-être de chacun. Nos territoires sont le socle de ce renouveau. Ils sont à la fois des lieux de vie et des vecteurs de développement singuliers, indispensables pour restaurer notre compétitivité. Ils sont aussi des échelles géographiques qui renforcent le sentiment d'appartenance, le partage d'une culture et l'ambition collective. Les mobilisations civiques, entrepreneuriales ou politiques en dépendent. Elles seront d'autant plus nombreuses et prometteuses que chacun sera en capacité d'agir sur le territoire où il aspire à vivre.

Rares sont les moments où l'on peut concilier les attentes individuelles et les enjeux d'une nation. Quand plus de 80 % des Français manifestent l'envie d'espace, de villes moyennes ou de villages, c'est qu'ils s'apprêtent à réinvestir notre diversité géographique. Cet engagement est essentiel et nous devons l'encourager. Il porte en germe une double promesse de bien-être et de promotion de nos avantages comparatifs. Il fonde l'attractivité et le rayonnement de la France.



4 Vers une nouvelle géographie du développement

Pour toutes ces raisons, les territoires doivent être placés à la source et au cœur d'un nouveau projet de société. Ils sont le point de convergence de nombreux enjeux : la qualité de vie, le développement économique, la cohésion sociale, l'équilibre environnemental, l'attractivité culturelle, etc. Les politiques publiques doivent s'inscrire dans une nouvelle « géographie du développement » en prenant appui sur :

■ Une diversité géographique et culturelle qui doit à nouveau être regardée comme un atout et une chance et non comme une charge.

■ Un encouragement à l'affirmation de nos avantages comparatifs (les talents, la culture, le développement économique) pour faire renaître une économie singulière et restaurer notre compétitivité dans le monde.

■ Une confiance dans les technologies et l'innovation pour revisiter la géographie en la rendant plus accessible. Nos territoires sont avant tout des « moteurs » car ils motivent nos envies. Émancipés et encouragés, ils pourront impulser une forte capacité d'entraînement et de mobilisation vers un renouveau politique et démocratique.

« Nos territoires sont avant tout des « moteurs » car ils motivent nos envies (...). Ils pourront impulser une forte capacité d'entraînement et de mobilisation vers un renouveau politique et démocratique »



5 Osons la politique

Ce que nous appelons encore « politique » n'en est plus.

Elle est aujourd'hui technique, comptable, technocratique, technologique ou médiatique. Elle est aussi conjoncturelle, émotionnelle, disruptive ou provocatrice, mais il lui manque une profondeur, si indispensable dans cette période de transformation.

La géographie nous aide à discerner le sens politique car elle est authentique, non négociable. L'Homme, les civilisations, les cultures, les paysages, le climat, le patrimoine et bien d'autres actifs sont les fondations à partir desquelles nous devons avancer et progresser. C'est notre bien commun.

La politique, à travers les différentes acceptions qu'elle recouvre, est là pour anticiper et pour prévoir, autant que pour gérer ; elle n'a de sens que si elle défend une certaine idée du progrès, inspirée par les valeurs qu'elle promeut ; elle n'est pertinente que si elle concilie un projet et les conditions pour permettre à chacun d'y participer pleinement.

« Ce que nous appelons encore « politique » n'en est plus. Le premier frein à l'éclosion d'une politique nouvelle, ce sont les partis politiques »

Le premier frein à l'éclosion d'une politique nouvelle, ce sont les partis. *« Aucune quantité finie de pouvoir ne peut jamais être en fait regardée comme suffisante, surtout une fois obtenue. Le parti se trouve en fait, par l'effet de l'absence de pensée, dans un état continuel d'impuissance qu'il attribue toujours à l'insuffisance du pouvoir dont il dispose (...) L'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite »*, alertait Simone Weil (Note sur la suppression générale des partis politiques - 1940).

L'abondement financier aux partis politiques, indexé sur les scores qu'ils réalisent dans le cadre des scrutins nationaux bloque l'émergence d'une politique authentique. « Oser la politique » revient à préférer les projets aux partis. Un moyen d'y parvenir consisterait à positionner une part des financements publics au niveau des candidats, plutôt que des partis ; et de distribuer les financements à partir des scrutins locaux, plutôt que des scrutins nationaux¹. Cela permettrait de faire émerger depuis les territoires des projets politiques concrets, d'ouvrir plus démocratiquement la possibilité de s'engager et de renouveler profondément la confiance dans l'action publique.

¹ Proposition rédigée par Jean-Christophe Fromantin et Jean-Dominique Senard pour l'Institut de l'Entreprise : « Réformer le réformateur » 2016



6 Quatre leviers pour construire un nouveau projet de société

Un projet politique n'est pas un catalogue de réformes. Il s'entend de façon globale et cohérente, traversé par de multiples interactions.

« Permettre à chacun de vivre où il le souhaite est le socle de notre projet. Convaincus que cette liberté retrouvée répondra aux aspirations profondes des Français, entraînera une prospérité durable pour la France et enrichira le récit national »

Nos territoires sont les premiers vecteurs de ce projet. Ils façonnent la nation et l'enrichissent de tous leurs atouts. Ils sont la fierté de ceux qui y vivent et la raison d'être de nos engagements. S'extraire du mirage métropolitain et reconsidérer l'entière de notre géographie est essentiel. Cela passe par quatre leviers fondamentaux :

- **Le premier levier consiste à stabiliser un aménagement du territoire durable et équitable**, qui soit suffisamment ambitieux pour redonner à chacun la confiance nécessaire pour investir là où il aspire à vivre. Il s'appuiera sur un nouveau maillage entre les zones rurales, les villes moyennes et les métropoles en veillant à ce que cette organisation soit plus cohérente. En assurant une meilleure connexion entre nos territoires et le reste du monde.
- **Le deuxième levier est économique**. Il faut lancer un programme d'investissements massif pour relancer l'économie : préférer l'épargne à l'impôt, pour privilégier une perspective durable et structurante ; proposer à chaque Français d'investir dans son territoire de prédilection pour promouvoir son environnement. Près de 100 milliards d'euros d'épargne pourraient ainsi être engagés dans un vaste programme d'investissements vers les infrastructures, la modernisation des équipements publics et le renforcement des entreprises régionales. C'est à ce prix que nous relancerons une croissance forte susceptible de compenser la dette générée par la crise.
- **Le troisième levier c'est l'innovation**. La révolution technologique porte une promesse de réconciliation entre nos territoires et l'accès aux services. Elle désenclave la France et ouvre à nouveau le champ des possibles. Chaque technologie est un composant fertile pour redonner vie à nos atouts. Elle est à la fois un vecteur d'efficacité pour nos politiques publiques et une condition indispensable à la réitération de nos avantages comparatifs. Elle est indispensable pour redonner à la France une compétitivité solide.



« Chaque technologie est un composant fertile pour redonner vie à nos atouts. Elle est à la fois un vecteur d'efficacité pour nos politiques publiques et une condition indispensable à la réitération de nos avantages comparatifs »

- **Le quatrième levier, c'est la réorganisation de la gouvernance et de nos principales politiques publiques.** Notre organisation centralisée est obsolète. Elle cumule des coûts trop importants, des inerties et des tensions. Deux principes doivent être restaurés : la subsidiarité et la contractualisation. L'un pour donner à chaque échelle la responsabilité et les moyens d'être efficaces ; l'autre pour assurer les meilleures synergies et neutraliser les redondances. Les politiques de santé, d'éducation et de formation doivent être redistribuées. C'est par cette optimisation de l'action publique que l'État pourra aussi se concentrer sur ses missions régaliennes.

Ce levier c'est aussi celui de la confiance retrouvée. La crise a révélé que les Français font d'abord confiance à leurs élus de proximité [75% des Français « privilégient un modèle d'organisation politique où les décisions seraient prises au nom d'un principe d'efficacité justifiant une adaptation dans chaque territoire - source Cevipof juillet 2021].

« Deux principes de gouvernance doivent être restaurés : la subsidiarité et la contractualisation. L'un pour donner à chaque échelle la responsabilité et les moyens d'être efficaces ; l'autre pour assurer les meilleures synergies et neutraliser les redondances »

L'alignement des attentes individuelles et des enjeux collectifs se confirment. L'envie de proximité et la volonté de réinvestir notre géographie participent ensemble d'une formidable espérance sociale, culturelle et économique. Entendons cette aspiration des Français, faisons leur confiance et redonnons ensemble à la France une perspective d'avenir.